

ABOLIR L'AIDE PRENDRE LE POUVOIR

par FRANCIS MOORE LAPPÉ,
JOSEPH COLLINS ET DAVID KINLEY

Les concepteurs de l'aide au développement justifient leurs programmes par leur mandat de réforme, car ils ont pour mission — nous disent-ils — d'assurer au milliard d'êtres sous-alimentés du Tiers-Monde, dont la majeure partie vit dans les régions rurales, au moins le strict nécessaire à leur subsistance. Aussi leurs programmes de nutrition doivent-ils tendre vers un développement agricole au profit du pauvre pour lui permettre de subvenir à ses propres besoins alimentaires.

La "nouvelle orientation" des principaux programmes d'assistance a donné naissance à une terminologie descriptive ambiguë. Aujourd'hui, nous entendons parler de "développement rural intégré", de "technologie appropriée", de "participation populaire" et "d'accroissement de la productivité des petits exploitants". De plus, nous assure-t-on, l'aide prend en compte les droits de la personne humaine et d'autres considérations d'ordre politique en vue de promouvoir davantage la démocratie et de réduire la répression dans les pays

bénéficiaires. Quelle que soit la terminologie employée, nos programmes d'aide donneront des résultats positifs ou négatifs selon qu'ils s'attaquent ou non à la "cause radicale" du problème — autre formule fort à la mode en ce moment. Il nous faut donc être bien clair dans notre propos.

Toutes les études que nous avons effectuées à l'Institut de politique alimentaire et de développement nous portent à conclure que la cause de la famine et de la pauvreté des masses rurales ne réside pas dans la surpopulation, non plus que dans la pénurie de produits agricoles ou l'absence de technologie moderne. Elle se situe plutôt au niveau de la concentration du contrôle des moyens de la production alimentaire. Et parce que la famine et la pauvreté rurale sont engendrées par un rapport de force inégal entre les personnes qui déterminent à qui profiteront ces ressources et ceux qui en ont réellement besoin, le mal ne saurait être guéri par une combinaison — si

"appropriée" soit-elle — de facteurs matériels.

L'erreur fondamentale inhérente à l'aide officielle au développement consiste à vouloir atteindre les "sans-pouvoir" par l'intermédiaire de ceux qui détiennent le pouvoir. Or, non seulement de nouvelles ressources matérielles ne sont pas nécessaires pour éliminer la faim, mais leur injection, contrôlée par une minorité, ne fait que conforter les puissantes élites locales et nationales qui s'opposent à l'accroissement du contrôle des ressources par les majorités aujourd'hui dépossédées. L'aide étrangère officielle suit nécessairement les filières gouvernementales des pays récipiendaires où trop souvent, particulièrement dans ceux auxquels notre aide est réservée, dominent les intérêts économiques d'une petite élite. Il s'agit là d'une triste réalité.

L'aide étrangère n'est donc pas et ne peut devenir un agent de transformation; elle ne peut changer une oligarchie en une démocratie de co-participation. Elle ne peut modifier les rapports de force qui existent déjà. C'est le cas de l'aide négociée entre gouvernements, dite bilatérale. Quant à l'assistance accordée par des organismes bénévoles ou privés, elle n'échappe à cette règle qu'au prix de grandes difficultés.

Nous contestons les déclarations des responsables de l'aide, qui affirment orienter leurs efforts vers les pays les plus pauvres, vers ceux qui se sont engagés dans la lutte contre la pauvreté. Car

nos études ont démontré le contraire: la plus grande partie de l'aide va à quelques régimes parmi les plus élitistes et les plus répressifs au monde. Nous contestons l'affirmation que la plupart des programmes d'aide s'adressent aux groupes les plus pauvres. Car la plus grande partie des fonds est affectée aux grands projets d'infrastructure qui bénéficient à ceux qui contrôlent déjà les terres et le marché. Enfin, nous prétendons que les rares projets établis en faveur des petits agriculteurs, loin d'aider la classe paysanne, font du tort aux masses rurales réellement défavorisées, ceux qui ne disposent d'aucune terre ou qui en ont une infime parcelle seulement.

Parce que les projets des organismes d'aide tels que la Banque mondiale s'appuient sur une définition erronée du problème du développement, il leur est impossible d'agir dans l'intérêt des pauvres.

Le diagnostic officiel sur la situation des pauvres et des affamés est tout simplement qu'ils ont été "exclus" du processus de développement. La solution devient donc de les réinsérer. Et les nouvelles stratégies fondées sur les "besoins fondamentaux" ont été justement conçues pour permettre au processus de développement d'intégrer ces "oubliés". Un tel diagnostic découle toujours du même sophisme voulant qu'on parviendra à aider directement le pauvre en élargissant un processus contrôlé par les riches.

Un autre diagnostic, aux

«L'erreur fondamentale inhérente à l'aide officielle au développement consiste à vouloir atteindre les "sans-pouvoir" par l'intermédiaire de ceux qui détiennent le pouvoir.»

antipodes du précédent, tient que les pauvres et les faibles sont partie intégrante du développement, à la fois comme ressource et comme victime. Ils y ont contribué par leur travail, leurs produits et souvent leurs terres. Un véritable développement suppose donc non pas de les intégrer au processus de développement, mais de les doter du pouvoir nécessaire à conduire le développement à leur profit.

De même, le diagnostic officiel des agences d'aide au développement pose que le pauvre est pauvre "par défaut" : il lui manque, par exemple, l'irrigation, le crédit, de meilleures semences, de bonnes routes, etc. Alors nous posons la question : *Pourquoi* ces choses lui font-elles défaut? Notre conclusion, c'est que les pauvres sont pauvres parce qu'on les empêche d'obtenir le pouvoir de se les procurer. Le premier diagnostic est axé sur le manque de ressources et le second, sur le manque de pouvoir. C'est là la différence fondamentale.

De ces définitions très différentes du problème découlent deux rôles très différents pour l'outsider. Le diagnostic officiel lui demande de jouer le rôle de pourvoyeur de ressources nécessaires. Selon notre définition du problème, le rôle que l'outsider doit jouer est d'aider à supprimer les obstacles qui s'opposent à ceux qui s'unissent pour obtenir une plus juste part du contrôle des richesses. Les citoyens, par exemple, devraient aider à renverser les obstacles au dévelop-



Pour certains, le véritable développement ne commencera que lorsque ceux à qui l'on prétend destiner l'aide se seront emparés du pouvoir.

pement de la grande population des pauvres et des affamés en travaillant à l'abolition de l'aide que les gouvernements et les sociétés accordent aux petits groupes qui monopolisent les moyens de la production alimentaire dans tant de pays.

Pour agir vraiment dans l'intérêt des populations défavorisées, il faudrait que les organismes d'aide appuient les groupes du Tiers-Monde qui s'attaquent directement ou indirectement au problème du pouvoir, c'est-à-dire du contrôle des ressources, dans leur communauté, leur société ou sur le plan international. Il leur faudrait s'opposer aux élites qui dominant presque tous les gouvernements du monde, y compris ceux du Canada et des États-Unis. Ce qui les entraînerait peut-être à soutenir un ordre économique démocratique contrastant avec celui que nous acceptons pour nous-mêmes. De toute évidence, aucun organisme gouver-

nemental n'est prêt à adopter aucune de ces thèses. C'est pour cela que nous affirmons que leur structure les rend incapables d'établir un juste diagnostic des causes premières de la famine, un diagnostic qui situe le contrôle des ressources au centre du problème.

Le rôle de tout Nord-Américain engagé ne consiste donc pas à tenter de faire respecter leurs nouveaux engagements par les organismes d'aide. Il s'agirait là d'un gaspillage d'énergie. Pis encore, nous ne ferions qu'aggraver le problème en renforçant l'idée que l'aide extérieure est utile dans les pays où le contrôle des ressources est hautement concentré. Après avoir compris qu'une aide négociée entre deux gouvernements ne peut modifier le rapport de force, il devient évident que nous devons réserver cette aide aux seuls pays qui ont entrepris une restructura-

tion totale des centres de décision. Et pour être valable, cette aide doit être inconditionnelle, afin que prime l'intérêt du bénéficiaire et non celui de l'organisme donateur ou celui des grandes sociétés.

Dans le passé, ceux qui préconisaient l'interruption ou la réduction de l'aide étrangère étaient les mêmes qui disaient : «Cessons de les aider. Qu'ils règlent eux-mêmes leurs problèmes. Nous devons nous occuper des nôtres». Nous ne prônons pas la même chose. Nous ne déclinons pas la responsabilité des Nord-Américains devant la souffrance de millions de personnes. Au contraire, nous l'assumons. Notre part de responsabilité est lourde dans les multiples obstacles majeurs au changement érigés au Tiers-Monde par les interventions économiques, militaires et institutionnelles, et qui sont aujourd'hui consolidés avec l'argent de nos impôts et en notre nom. Il nous incombe de les renverser et en même temps d'œuvrer à la démocratisation et à l'autonomie de nos propres sociétés afin qu'elles puissent un jour jouer un rôle constructif à travers le monde. □

Ces commentaires sont extraits de la préface de l'ouvrage Seven myths of aid, publié par l'Institut de politique alimentaire et de développement, 2588 Mission Street, San Francisco, Californie 94110, États-Unis. Lappé et Collins sont déjà les auteurs de Priorité à la nourriture ou le mythe de la pénurie en collaboration avec Gary Fowler, publié par les Éditions de l'Étincelle, à Montréal.